

## JO et surveillance :

Avec l'attention sur le pays que les jeux vont amener, l'état français va devoir prouver sa capacité à maintenir l'ordre dans les stades et dans les rues. Le budget rien que pour la sécurité des jeux est de 295 millions d'euros, ça en dit long sur le programme...

**Les JO sont l'occasion pour le gouvernement pour tester et faire accepter de nouvelles formes de contrôle.** Le côté exceptionnel de l'évènement permet de justifier et ainsi rendre acceptable des mesures qui en tant « normal » ne le seraient pas, ou difficilement.

**D'ici à l'été 2024 c'est encore plus de caméras qui vont être installées dans les rues pour l'occasion :**  
+ 1000 à Paris, + 500 à St Denis, + 330 à Marseille.

**Ce déploiement va avec la mise en place de la vidéosurveillance automatisée (VSA)** à titre expérimental pendant ces JO (et ce jusqu'en mars 2025). La VSA est une technologie qui utilise des algorithmes et des données biométriques pour détecter des comportements dits suspects sur les vidéos enregistrées. Ce qui permet de ne plus dépendre du « bon » travail des keufs qui regardent les caméras, mais de compter sur les logiciels pour faire le sale boulot d'analyser ces tas de données.

**Du côté du privé,** les JOP vont permettre aux entreprises françaises spécialisées dans la répression de faire leur pub, utilisant les jeux comme une vitrine grandeur nature du « made in France » sécuritaire. Et ces jeux vont aussi offrir aux sociétés privées de sécurité une place de choix dans le maintien de l'ordre, dans un contexte où elles sont déjà de plus en plus intégrées au système policier. Elles vont avoir beaucoup plus d'effectifs et elles vont aussi gagner une plus grande marge de manœuvre dans ce qu'elles ont le droit de faire.

**On imagine bien que ces mesures soit disant exceptionnelles ne vont pas s'arrêter après les deux semaines de l'évènement.** Ça fait d'ailleurs partie de l'« Héritage » assumé par le comité d'orga des JO. Les crises ou moments exceptionnels permettent de faire avancer d'un cran la répression. Comme pendant la crise du Covid où certaines mesures de contrôle (notamment technologiques) légitimées par la pandémie se sont inscrites pour de bon à l'hôpital ou dans nos vies en général.

## Virer la misère :

**Partout où ils ont lieux, les JOP participent à dégager les indésirables :** les gens à la rue, les personnes exilé.e.s, les pauvres, les putes. Il faut faire place nette pour que les touristes bourgeois puissent profiter pleinement et en toute sécurité. A Paris et en Seine-St-Denis ce sont des expulsions de squats, de campements et de foyers de travailleuse.s. Ou encore un harcèlement policier quotidien pour virer celles et ceux qui font tâche dans le projet olympique. En envoyant notamment les exilé.e.s dans des centres temporaires (SAS) situés en-dehors de l'Ile-de-France. Tout ça donc dans la continuité de politiques racistes, d'assassinats et violences policières et de chasse aux migrant.e.s.

**Les jeux c'est aussi la gentrification à vitesse grand V de zones déjà dans le viseur.** Les infrastructures qui vont être construites pour l'évènement visent, sur le long terme, à rendre le « territoire » plus attractif pour les entreprises et des populations plus riches. Les loyers augmentent et les quartiers ne sont plus accessibles pour les personnes qui habitaient là.

**Et le BTP en profite pour s'en mettre plein les poches et exploiter sans limites les personnes précaires.** Il y a de nombreux accidents sur les chantiers des JOP, dont des graves et avec une personne qui est décédée en juin 2023. Et tout ces chantiers participent gaiement au changement climatique et au grand ravage en cours des écosystèmes et espaces encore un peu vivants.

**Alors crève les JO ! Ni ici ni ailleurs !**

